

LE ROUSSILLON

PARAISANT TOUS LES JOURS, EXCEPTÉ LE DIMANCHE

BUREAUX :
RUE DES TROIS-ROIS, 1, A PERPIGNAN

Adresser à M. CH. LATROBE tout ce qui concerne la rédaction et l'administration

Reclames. la ligne » fr. 50
Annonces. — » 25
Annonces judiciaires . . . — » 20

Les abonnements partent du 1^{er} et du 15 de chaque mois.
Les insertions et les abonnements sont payables d'avance.

PERPIGNAN

16 OCTOBRE 1889.

LE

TRIOMPHE DE LA JUIVERIE

« J'appelle juif, dit Toussenel, celui qui ne travaille pas et qui vit du travail des autres... » Ce n'est ni la faute de Toussenel ni la nôtre, si beaucoup de gens se trouvant dans ce cas, appartiennent en même temps à la race qui personnifie la grande exploitation européenne.

On s'imagine, par exemple, que Constans a fait les élections. Les élections ont été faites par les Rothschild; ceux-ci, après les scandales de l'affaire des cuivres et du Comptoir d'Escompte, avaient absolument besoin d'une majorité opportuniste, qui passât l'éponge sur leurs méfaits financiers.

Elle leur était également nécessaire pour le vote de l'emprunt de deux milliards qui se barbote dans l'ombre des conciliabules de l'Elysée, et dont l'émission leur sera naturellement confiée. Car, dès qu'un peu d'argent apparaît en France, les Rothschild étendent leurs griffes pour se saisir du magot. L'Exposition a versé environ un milliard et demi dans les caisses du commerce parisien. Immédiatement, la tribu rothschildienne s'est demandée comment elle ferait passer tous ces millions de nos poches dans ses coffres. Et comme elle n'ose pas encore nous les prendre de force — ce qui viendrait, n'en doutez pas — elle s'est décidée à nous les emprunter.

Mais pour obtenir du gouvernement le droit de se faire servir cet énorme morceau, la maison de la rue Laffitte a dû naturellement ouvrir ses tiroirs à Constans, qui s'est empressé d'y puiser les trois millions indispensables pour le succès de ses opérations électorales.

Cette avance de fonds remboursables sur la laine des contribuables, a été consentie moyennant certaines conditions dont la première est la nomination de M. Léon Say, soit comme ministre des finances, soit comme président de la Chambre.

Ce financier qui, personne ne l'ignore, est le factotum des Rothschild, ne s'est pas amusé à abandonner sans motif son fauteuil de sénateur pour un siège de député. On ne dépouille pas ainsi pour rien la pourpre de membre de la Haute-Cour. Cette migration est le résultat d'un traité signé entre la rothschilderie et Constans qui, pas plus tard qu'hier, a fait passer à l'Elysée, par l'innocent Carnot, le nouvel élu du suffrage universel.

Pour cette année seulement, les Rothschild ont fait venir des provinces danubiennes plus de trente-cinq mille juifs, qu'ils ont casés dans une foule de petits emplois, et fait presque séance tenante naturaliser Français, bien que les dix-neuf vingtièmes de ces immigrants ne connussent pas un mot de notre langue. Mais il fallait le secours exotique de ces dépenaillés pour que le gouvernement obtint la majorité à Paris. On leur a donc immédiatement accordé les droits civi-

ques que Léon Say et ses compagnons nous ont retirés au général Boulanger, à Dillon et à moi, si bien que ces mendiants danubiens sont devenus électeurs quand nous, Français, nous avons cessé de l'être.

Cependant Constans, à qui le seul espoir d'un pot-de-vin fait perdre absolument la tête, a, en outre, promis aux Rothschild toute sa protection pour le succès de l'emprunt italien, dont ils sont chargés en collaboration avec le juif prussien Bleichröder, qui est le de Moltke financier de Bismark. L'Italie a besoin d'argent pour armer contre nous, et le patriote Constans se charge de le lui procurer.

On voit qu'en versant trois millions pour faire échouer nos candidats, la maison Rothschild s'est encore livrée à une brillante opération. C'est pour faire tomber un milliard et demi dans son escarcelle que nous aurons bâti la tour Eiffel et la galerie des Machines. L'affaire des cuivres, qui lui aurait en bonne justice coûté près de cinq cents millions, sera enterrée, et Léon Say sera installé au ministère ou à la présidence de la Chambre comme une machine à drainer les ressources du pays dans l'estomac de ce minotaure qui va rendre en Allemagne toutes les sommes qu'il absorbe chez nous.

Constans qui, en sa qualité de bandit cosmopolite, ne connaît ni patrie ni frontière, s'inquiète fort peu des orages que cette abominable exploitation de tout un peuple par une bande d'étrangers, finira par accumuler à l'horizon. Mais nous ne craignons pas de le dire aux hommes politiques sérieux, s'il en reste encore en France : « Prenez garde ! Tout cela pourrait bien, comme en Russie, comme en Hongrie, comme en Algérie et comme en Autriche, finir par un effroyable mouvement antisémite. »

(L'Intransigeant). Henri ROCHFORT.

A L'INDÉPENDANT.

L'Indépendant d'hier ayant terminé la polémique par un éclatant aveu d'impuissance, il reste démontré que les faits affirmés par le Roussillon, étaient la reproduction exacte de la vérité; vérité contre laquelle n'ont pu protester

ni M. le Préfet,
ni M. Niort,
ni M. Triquère.

L'élection de M. Rolland est donc entachée d'illégalités, de pression, de manœuvres honteuses.

Nous n'avons jamais voulu démontrer autre chose. A. D.

ATTENDRISSMENT ET LARMES

L'Indépendant d'hier a extrait de la République française un superbe article que nous nous reprocherions de ne pas signaler à nos lecteurs. Il s'agit de l'inauguration à Epineuse de la pyramide

destinée à marquer la place où descendit le ballon de Gambetta. La République française s'emballe. Rien « de plus touchant », paraît-il, que le souvenir de ce ballon. Le légendaire : « C'était une bien belle cérémonie. Le capitaine de pompiers lui-même pleurait dans son casque » est dépassé de plusieurs coudées.

Qu'on en juge :
« Les discours qui ont été prononcés dans ce cadre champêtre, on les lira plus loin, mais ce qu'on ne retrouvera pas ici, c'est l'ardeur patriotique de cette foule villageoise, sa sincérité, son émotion débordante, les yeux humides de toutes parts et le capitaine de gendarmerie essuyant lui-même les larmes qu'il ne pouvait plus maîtriser... »

Il est vraiment fâcheux, en effet, qu'on ne retrouve pas dans l'Indépendant, reproducteur de la République Française, cet excellent capitaine de gendarmerie qui ne peut plus maîtriser ses larmes et les essuie lui-même.

Voilà le comble de l'attendrissement. En temps normal, c'est Pandore qui éponge les larmes de son supérieur, mais dans les minutes d'émotion inexprimable, le capitaine opère lui-même. Brave cœur !

Et ce n'est pas seulement le capitaine qui pleure. M. Spuller était « ému », remué jusqu'au fond du cœur ! » Oui, lui-même ! Et son émotion lui a arraché cette phrase sublime : « Oui la République est le couronnement de la Révolution Française, mais elle a paru descendre au sein des campagnes du ballon Gambetta ! »

Ceux qui ne savaient pas encore d'où vient la troisième République sont maintenant fixés. Elle est descendue au sein des campagnes du ballon Gambetta. On peut en croire M. Spuller, il y était. Et la preuve, c'est qu'il en pleure encore lui-même !

Puissent ces torrents de larmes de gendarmes et de badois attendrir les cœurs réactionnaires.

A. RAYMOND.

Les élections de dimanche.

Dans le canton de Saint-Laurent-de-Médoc, M. Mothes, républicain, a obtenu 53 voix de plus que le candidat conservateur, M. R. Guillot de Suduiraut.

Dans le canton d'Auros, le candidat conservateur, M. Eugène Pauly, est élu.

Il n'y a rien de changé après le scrutin de dimanche.

Les républicains élus remplacent d'anciens conseillers de même nuance.

Elections aux conseils d'arrondissement.

Sur 64 élections au conseil d'arrondissement qui ont eu lieu dimanche, on ne connaît encore que 40 résultats.

Canton de Moisdon (Loire-Inférieure), M. Leroy, conservateur, élu.

Canton de Payrac (Lot), M. Arteil, conservateur, élu.

Canton de Bourbonne (Haute-Marne), M. Bourguignon, conservateur, élu, en remplacement du général Boulanger, invalidé.

Canton de Croiselles (Pas-de-Calais), M. Pouttrain, conservateur, élu.

Canton de Maulevrier (Maine-et-Loire), M. Aimé Lenoir, conservateur, élu.

Dans beaucoup d'arrondissements le candidat républicain ne l'emporte sur son concurrent con-

servateur que d'un très petit nombre de voix. C'est ainsi qu'à Caudebec (Seine-Inférieure), M. Mire, conservateur, n'est battu que par 85 voix. A Guerche, M. Dechez, conservateur, est battu par 63 voix.

A propos d'une inauguration.

Chacun sait comment, en 1870, Gambetta quitta Paris en ballon, avec son ami Spuller.

L'Alsace ou tout au moins la Lorraine ont payé le voyage.

Les péripéties de cette course aérienne à bord de l'Armand-Barbès, ont été maintes fois racontées et vont l'être encore par Spuller lui-même.

Le 13 octobre 1889, a eu lieu, en effet, dans un petit village de l'Oise, à Epineuse, près de Clermont, l'inauguration d'un monument destiné à transmettre aux générations futures le souvenir de la chute, dans un bois voisin, de l'aérostat poursuivi par les cavaliers prussiens.

Au premier rang, parmi les héros du jour, sera Nicolas Dubus, jadis cultivateur, aujourd'hui juge de paix et décoré.

Très connu dans l'Oise, Nicolas Dubus est digne d'une notoriété plus grande.

Il est un exemple vivant, il est l'incarnation des hontes du régime que nous subissons.

En 1870, Nicolas Dubus était cultivateur à Epineuse.

Bien qu'il ignorât les éléments de la langue française et que son orthographe fût d'une rare indépendance, il était maire de sa commune.

C'est donc à lui tout naturellement que s'adressèrent, après leur descente involontaire, Gambetta et Spuller pour échapper à l'ennemi.

Nicolas Dubus attela une voiture et conduisit les deux héros. Pendant qu'ils arrivaient sains et saufs, grâce à la présence d'esprit de quelques habitants de Clermont, qui dépistèrent à temps les dragons allemands.

Dubus conçut quelque vanité de sa conduite. Puis Gambetta étant devenu tout puissant, il voulut en tirer honneur et profit.

Il sollicita la croix des braves. On la lui promit, et sur cette parole il se tint pour chevalier et arbora le ruban rouge.

Cependant l'Officiel restait muet. Ce silence se prolongeant, Nicolas Dubus fut invité par le parquet de Clermont à régulariser sa situation.

C'est ce qu'attendait le madré personnage. Il avait eu foi dans la parole du grand homme. Pouvaient-ils le laisser tomber sous le ridicule, poursuivre même ?

L'Officiel parla enfin. — Nicolas Dubus est chevalier de la Légion d'honneur.

A quelque temps de là eurent lieu des élections municipales.

Les électeurs d'Epineuse, qui aimaient peu Nicolas, étaient surpris du nombre considérable de suffrages qu'il obtenait cependant à chaque renouvellement du conseil.

Un gars du pays, avec quelques amis, résolut d'en avoir le cœur net.

Le jour des élections étant arrivé, il déposa dans l'urne un bulletin d'où le nom de Dubus était exclu et qui portait, à la partie repliée du verso un signe apparent.

L'heure du dépouillement réunit les conjurés. Nicolas Dubus, qui procédait à l'opération, s'est barricadé derrière la table, malgré les protestations.

Il est censé lire les bulletins, qu'il jette ensuite au fond de son chapeau.

Son nom revient sans cesse, et il l'appelle encore lorsqu'il est subitement interpellé et mis en demeure de montrer le bulletin qu'il tient à la main.

Refus énergique de Nicolas Dubus, qui se fâche et emporte chez lui tous les bulletins.

Le conseil de préfecture de l'Oise fut saisi d'une protestation.

Il tira Dubus d'affaire en déclarant que les faits invoqués n'étaient pas suffisamment établis pour entraîner l'annulation des opérations électorales.

Vous pensez peut-être que notre homme se tint coi à la suite de cette mésaventure.

En quoi vous vous tromperiez.

Nicolas Dubus, qui ne sait ni le français ni l'orthographe, Nicolas Dubus, qui ne sait, n'a jamais étudié les lois, a quitté la charrue pour le Code.

Il est juge de paix dans l'Oise, à quinze lieues de Paris, depuis huit ans. Après avoir étonné les populations du canton de Crépy-en-Valois il est maintenant le Salomon de la ville de Mouy.

Coiffé d'une toque, il émaille, du haut de son siège — son langage judiciaire des termes les plus surprenants et parle gravement de l'usufruit et de la surlocation.

D'ailleurs, il est dispensé d'habiter sa résidence et demeure à Clermont. Pour voir ce juge d'occasion, en dehors de l'audience, ses justiciables doivent faire le voyage.

Les naifs ont cru, l'an dernier, que le scandale d'un tel choix allait cesser.

Il advint en effet à Nicolas Dubus des ennuis en justice.

Dans un débat d'intérêt privé, il produisit à son avantage des pièces portant des signatures dont la sincérité fut de suite énergiquement méconnue par ceux à qui il les opposait.

Une enquête habilement menée par un magistrat de Clermont confondit Nicolas Dubus, et une procédure de faux fut introduite devant le tribunal.

Nicolas Dubus fut terrifié cette fois. Il renonça à ses actes dont il reconnut la nullité, restitua des revenus de trente ans qu'il s'était indûment appropriés et paya tous les frais du procès.

Voilà un homme qui, sous la République, a été nommé, et maintenu juge de paix.

C'est une des gloires du parti dans l'Oise. Spuller et sa séquelle l'embrassent aujourd'hui. (L'Autorité).

La gratuité de l'enseignement.

Le Bulletin de l'Euvre des Ecoles chrétiennes du diocèse de Cambrai publie sur cette question, toujours d'actualité, une intéressante statistique :

« Par le tableau officiel publié dans le courant du mois d'août, il a été constaté que les 22 écoles laïques et communales de garçons de la ville de Lille avaient occasionné, en 1889, une dépense de 237.685 francs pour 5.506 élèves, tandis que les mêmes écoles ne coûtaient, en 1880, que 190.880 francs pour 6.466 élèves.

« Ce qui fait pour 1889, 46.805 francs en plus, avec 660 élèves en moins — soit en réalité, en tenant compte des proportions, 75.145 en plus en 1889 qu'en 1880.

« En sorte qu'un élève qui ne coûtait à la ville de Lille, avant les laïcisations que 29 fr. 52 cent. coûte, aujourd'hui que les laïcisations sont opérées, 43 fr. 16 cent.

« La prétendue gratuité a donc amené pour la ville une dépense en plus par élève de 13 fr. 64 et au total de 75.145 francs.

« Ce qui se passe à Lille, sous le régime de la loi disant gratuité, se passe d'ailleurs partout.

« Avant l'inauguration de ce régime, on dépensait 56 millions par an pour l'enseignement primaire; aujourd'hui les dépenses montent, de l'aveu même du ministre, à 173 millions et bientôt, lorsque les lois nouvelles auront été appliquées partout, elles s'élèveront à 250 millions. C'est M. Léon Say, sénateur républicain, qui l'a déclaré lui-même au nom de la commission du budget, ajoutant que si on ne réformait le système, il faudrait créer des impôts nouveaux.

Voilà une gratuité qui coûte cher au pays, c'est-à-dire aux contribuables, aux pauvres comme aux riches, à ceux qui n'ont pas d'enfants comme à ceux qui en ont, à quiconque respire l'air de la France.

« La gratuité, aussi bien que la neutralité, est donc un mot trompeur qui ne sert qu'à voiler la guerre à Dieu et aux instituteurs congréganistes. »

Il serait bien désirable que toute localité à qui la laïcisation a imposé des écoles monumentales et coûteuses, fit le calcul qui a été établi pour Lille. Certainement les conclusions seraient les mêmes; mais ce n'est que par la surabondance des preuves qu'on finira par convaincre complètement l'opinion publique et qu'on la déterminera à résister plus énergiquement encore qu'elle ne l'a fait à ce que le gouvernement continue plus longtemps une expérience ruineuse et sans profit pour l'instruction populaire.

Péché de jeunesse.

Nous croyons devoir reproduire dans nos colonnes l'énergique conclusion d'un petit volume intitulé *La Lutte électorale*, et dans lequel l'auteur fait un tableau des plus saisissants de la pression administrative exercée à tous les degrés de l'échelle au cours de la campagne.

Citons auparavant, ces quelques lignes où l'écrivain énumère les différents auxiliaires de l'armée de fonctionnaires dont le préfet est le général :

« En dehors des fonctionnaires dont l'administration exige à tout prix l'absolu concours, comptez, si vous pouvez, l'essai de troupes légères qu'elle a la prétention d'enrôler : débitants de tabac, cabaretiers, personnes chargées d'un service public quelconque, pères d'employés, etc.; total : dix classes de quasi-fonctionnaires ou de fonctionnaires par alliance, en réserve pour les grands jours. Ainsi le veut le système. Quand le

gouvernement se lassera-t-il de ces lites à outrance qui n'ont que victoires compromettantes ou défaites cruelles. »

Après avoir ensuite dépeint les petits moyens auxquels ces fonctionnaires et sous-fonctionnaires ont recours, tous les faits de pression, les actes honteux auxquels ce gouvernement se livre, l'écrivain conclut ainsi :

« Ce qui sort désormais jugé de la lutte électorale, ce qui demeure vaincu par sa propre victoire, c'est la pratique des candidatures administratives. La plaie est là : quand un gouvernement réformateur osera-t-il, voudra-t-il y porter le fer ?... »

« Quant au pays, réveillé, revenu de ses vaines terreurs, patient comme tout ce qui dure, il attendra ce que nulle force au monde ne peut refuser à une nation qui la demande : la liberté. »

Nous avons oublié de nommer l'auteur de cette éloquentة brochure. Il s'appelle Jules Ferry et le petit livre auquel nous empruntons les lignes qu'on vient de lire, date de 1893.

Le pauvre blackboulé de Saint-Dié doit aujourd'hui trouver que la liberté est chose la plus abominable du monde et sa vie d'un ineffaçable péché de jeunesse. Quant à la pression électorale de 1889 — plus forte que celle que le futur Tonkinois décrivait en 1863, — s'il s'avisait de la critiquer, ce serait évidemment pour la trouver insuffisante.

Deux sous-Constans en cour d'assises.

On lit dans l'Intransigeant :

Parmi les mouchards employés par Constans pendant la période électorale, les deux frères Morel se sont signalés tout particulièrement par leur zèle. L'un d'eux, Jules Morel, est actuellement poursuivi par notre ami Terrail-Mermeix, pour faux, usage de faux et calomnie.

Ces deux misérables sont des repris de justice émérites. Jules Morel a un casier judiciaire des plus édifiants, qui porte de nombreuses condamnations pour escroqueries, détournements, coups et blessures, rébellion, menaces de mort. L'autre, Claudius-Marius Morel, se disant publiciste, ne lui cède en rien. Il a été condamné, lui aussi, un grand nombre de fois pour outrages aux bonnes mœurs, chantage, escroqueries, extorsion de fonds, banqueroute frauduleuse.

Ces habitués de Mazas rédigeaient jadis, dans la langue des prisons, deux ignobles canards qui s'appelaient le *Scandale* et les *Châtiments*. Cette seconde feuille de choux comptait parmi ses principaux collaborateurs la vieille Limouzin.

Forcés de quitter la France pour échapper à une nouvelle incarcération, les deux frères Morel se réfugièrent à Bruxelles. Là, ils s'y lièrent intimement avec le fameux capitaine Baratte, l'ex-associé du Saucissonnier, et aussi avec le sieur Mayer.

Ils reprirent là-bas le cours de leurs exploits, et lorsque le général Boulanger arriva en Belgique, ils organisèrent, pour le compte de Constans, des meetings antiboulangistes, créant une agitation destinée à provoquer l'expulsion du chef du parti républicain national.

Tracassés par la police belge, les deux greins se vengèrent en envoyant à une obscure feuille de chantage qui se publie à Paris, une correspondance anonyme dans laquelle ils attaquaient de la façon la plus immonde M. Buis, bourgmestre de Bruxelles.

Bien que M. Buis fût au-dessus de leurs calomnies, il pria le parquet de s'enquérir du nom de ces diffamateurs. Ceux-ci prirent peur et filèrent sur Londres, d'où ils sont impunément rentrés à Paris, 30, rue Leprie, le mois dernier... pour poser leur candidature à la députation !!!

Les deux agents de Constans viennent d'être renvoyés, par la chambre des mises en accusation de Bruxelles, devant les prochaines assises, sous l'inculpation de calomnies par la voie de la presse.

Comme il est certain qu'ils se garderont bien de répondre à l'invitation de la justice belge, ils vont être jugés par contumace. C'est le substitut Pholien qui soutiendra l'accusation.

Décidément, comme candidats officiels, les frères Morel étaient bien réussis. Ils ne déparaient pas le tableau.

Les deux drôles sont dignes de leur maître.

Crispi à Palerme.

Palerme, 14 octobre.

Le banquet offert à M. Crispi a commencé à 7 heures 1/4. 49 sénateurs et 140 députés y assistaient.

M. Crispi a rappelé le discours-programme qu'il a prononcé à Turin en 1887; il rappelle les progrès réalisés depuis son arrivée au pouvoir : réfection de la législation, de l'administration et du code pénal; développement de l'instruction publique. M. Crispi rejette les accusations portées contre les politiques étrangère, militaire et économique du gouvernement; il dit que la France qui avait repoussé tous les traités avec l'Italie, n'avait conclu le dernier que comme régime transitoire, dont elle faisait pressentir la dénonciation. Elle laisse prévoir maintenant son

intention de se dégager de ses liens avec les autres États et menace même de les rompre tous lors de la prochaine échéance du traité de Francfort. La rupture des rapports économiques avec la France est donc, poursuit-il, un fait indépendant de notre volonté.

C'est la conséquence d'un système général adopté par la France. Je nie d'ailleurs que notre malaise économique provienne seulement de la clôture du marché français. Quand je suis arrivé au pouvoir, l'agriculture nationale traversait déjà une période difficile. Tous nos principaux produits subissaient les effets des conditions des marchés du monde. La reconstitution des vignobles français, la production vinicole de l'Algérie menaçaient déjà l'exportation de nos vins en France.

Le commerce, le crédit, les chemins de fer, la politique, tout dépendait jadis de la France. Le gouvernement italien était un satellite de l'Empire.

Après la proclamation de la République, on chercha à s'émanciper de la sujétion économique et politique imposée par les traités et les conventions. Il s'en est suivi un malaise et des conflits qui cesseront quand nous aurons reconquis l'autonomie économique.

L'Allemagne demande beaucoup notre bétail. Nous avons exporté, depuis le 1^{er} janvier, plus d'un million d'hectolitres de vin, sans compter ceux expédiés en France, où l'on nous en demande cent soixante-deux mille.

L'orateur demande ensuite si on peut appeler servile et provocatrice une politique qui lui permet de traiter d'égal à égal avec les premières puissances du monde. Nous voulons que le citoyen italien puisse ne pas répéter en vain devant les autres peuples le mot : *Civis romanus sum* !

La politique qui a conduit Guillaume dans la Rome italienne, non plus en maître, mais en ami, le fait revenir en quelques jours en Italie comme un parent affectueux. Etrange servilité qui nous rend égaux à nos deux alliés !

On nous accuse d'utiliser nos alliances dans un but agressif ! L'Italien ne paie que 13 fr. de dépenses militaires tandis que le Français en paie 33 ! Personne ne nous attaque aujourd'hui parce que nous sommes forts et alliés aux forts.

M. Crispi conclut en saluant l'Italie, telle qu'il la veut et que ses auditeurs la veulent. Il boit à son roi et à son héritier, espoir des jeunes générations.

Paris, 15 octobre.

Le discours de M. Crispi a produit une très vive émotion dans les cercles politiques.

Au ministère des affaires étrangères, M. Spuller, qui n'a peut-être pas toute la réserve désirable, se montre assez pessimiste. Il considère que le langage du premier ministre italien rendra plus difficiles encore les rapports entre les deux pays.

M. Spuller ne cache pas sa façon de voir à M. Ressiman, chargé d'affaires d'Italie en l'absence du général Menabrea, avec qui il a eu ce matin une très longue conférence.

M. Ressiman s'est efforcé, assure-t-on, de faire valoir la promesse de demander la suppression des droits différentiels au Parlement italien, comme gage des dispositions plus conciliantes de M. Crispi. Le diplomate italien a ajouté : « Et nous comptons bien que le gouvernement français, de son côté, supprimerait les droits différentiels sur les produits italiens. »

M. Spuller aurait laissé peu d'espoir de ce côté à M. Ressiman. Seul, dans le gouvernement, M. Rouvier est partisan de cette mesure. Si elle était proposée à la Chambre, il est douteux qu'il se trouvât une majorité pour la ratifier.

Le discours de Crispi et la Presse.

La Gazette de France dit au sujet du discours de Crispi :

« Le Pape n'avait point d'illusions sur les désirs et les projets du gouvernement italien. Tout le monde catholique sait que le roi Humbert et ses ministres méditent contre le chef souverain des chrétiens, et, une fois encore, on est solennellement averti. Pour ce qui est de la France, M. Crispi l'a couverte de tous les péchés de l'Italie; c'est elle qui est la cause de tout, et si les Italiens ne souffrent pas d'avantage, ce n'est point les intentions qui manquent de ce côté des Alpes.

« Protégée par l'Autriche, l'Allemagne et l'Angleterre, Rome est tranquille.

« Il n'en a pas fallu moins pour apaiser les craintes provoquées par l'ombre de Brennus.

« Ce discours est un chant de triomphe.

« On sait que cette attitude est dans la tradition ministérielle; surtout en Italie, ce chant, ces cris, ces menaces n'augmenteront point pourtant un pouvoir qui s'enfle outre mesure, pour se donner de la confiance dans ses mauvaises entreprises et dans ses stratagèmes pervers. Il n'y a plus de Romains dans la péninsule, il n'y a que des Italiens. »

La Liberté dit :

L'orateur de Palerme a annoncé qu'il demanderait au Parlement l'autorisation de supprimer les droits différentiels entre l'Italie et la France. Cela, a-t-il ajouté, pour donner une nouvelle preuve de nos dispositions conciliantes.

Cette concession, à la vérité, ne prouverait pas grand chose, car elle ne serait qu'apparente. De

la comparaison du tarif général d'Italie et du tarif général français, il résulte, en effet, que le premier est beaucoup plus élevé, que le second est presque prohibitif; de telle sorte que, si on faisait l'application réciproque du tarif général, il se produirait ceci : que les marchandises françaises entrant en Italie seraient frappées de droits beaucoup plus onéreux que les marchandises italiennes entrant en France.

Donc pas de confusion, s. v. p. Ce n'est pas une concession que vous faites; c'est une concession que vous demandez et c'est un point à examiner. Il n'y aurait de preuve de conciliation évidente et réelle que si le tarif général italien était ramené au niveau similaire français, et, même en ce cas, le mot de concession ne serait pas le mot propre.

Rome, 15 octobre.

On télégraphie de Palerme à la *Riforma*, qui a publié ce matin une édition spéciale, que le discours de Crispi a causé une très grande impression sur les points concernant la lutte contre les partis extrême et la politique coloniale et étrangère.

Faïcsé.

La cour d'assises de la Seine jugeait hier, un nommé Rabier, auxiliaire permanent depuis 1883 à l'administration de l'assistance publique, et qui avait été délégué à l'hospice de la Salpêtrière, où il était préposé à la garde de la caisse qui renfermait les bijoux appartenant aux aliénés décédés. Or, quand un aliéné mourait sans héritiers, Rabier, au lieu de verser à la caisse de la préfecture de la Seine les bijoux des malades, les portait sur le registre d'inscription comme *rendus à la famille*, et les mettait dans sa poche. Il les vendait ensuite. Il vola ainsi des bijoux pour une somme de 6.700 francs environ.

Les vols furent heureusement découverts, et, en juin dernier, le directeur de l'Assistance publique, s'apercevant que cet employé infidèle avait d'autre part soustrait en espèces dans la caisse des malades une somme de 4.000 fr., déposait une plainte au parquet.

Malgré l'éloquente plaidoirie de M^e Comby, Rabier a été condamné à deux ans de prison.

CHRONIQUE LOCALE

Tribunal civil. — L'audience solennelle de rentrée du Tribunal civil a eu lieu ce matin à dix heures au Palais de justice dans la salle des assises.

La messe du Saint-Esprit a été dite par M. l'abbé Crastres. La magistrature et le barreau y assistaient.

Après la messe, Monsieur Camille Vitellongué, président, a fait le résumé des travaux de l'année judiciaire 1888-1889 et il en résulte que :

Du 16 octobre 1883 au 15 octobre 1889 le nombre des jugements civils se décompose comme suit :

Jugements contradictoires.....	228
Jugements de défaut.....	179
Jugements préparatoires.....	67
Jugements sur requête.....	116

Total..... 590

Ordonnances de référés..... 55

Ordres :

En cours au 16 octobre 1888.....	36
Ouverts pendant l'année 1888-1889.....	99

135

Terminés pendant l'année :

Judiciaires.....	44
Amiables.....	55
Distributions.....	10

109

Reste en cours au 16 octobre 1889..... 26

Jugements correctionnels :

Du 16 octobre au 31 décembre 1888.....	208
Du 1 ^{er} janvier au 15 octobre 1889.....	557

Ensemble..... 765

— **Les chiens errants.** — Vu le grand nombre de chiens errants qui parcourent la ville et les campagnes, nous croyons utile de porter à la connaissance de nos lecteurs l'extrait d'un rapport de M. Gustave Cazes, inséré dans le compte-rendu des travaux du conseil central d'hygiène publique et de salubrité :

« Votre commission a pris connaissance des rapports de M. le docteur Dujardin-Beaumetz et de M. Rouzaud, inspecteur départemental du service des épizooties.

« Elle estime qu'il devait être pris de sérieuses mesures de police et qu'un service de fourrière devrait être organisé dans toutes les communes; ainsi que le propose M. Rouzaud, chaque chien dont le propriétaire paierait la taxe porterait une médaille sur laquelle serait marqué un numéro correspondant à celui du récépissé du percepteur; le modèle de la médaille serait modifié chaque année.

« Les chiens errants, sans collier seraient capturés et immédiatement abattus; ceux qui seraient munis du collier portant le nom du propriétaire et de la médaille, seraient conservés à la fourrière trois jours et pendant ce laps de

temps seraient rendus, si on les réclamait, sans amende et sans aucune rétribution.

Le rapporteur observe que l'indemnité de 3 francs perçue dans la ville de Perpignan, par le service de fourrière, lorsqu'il rend un chien, est une prime donnée aux agents de ce service pour les engager à prendre des chiens portant un collier de préférence aux chiens errants; ils ont la presque certitude que la bête qui porte un collier sera réclamée par son propriétaire et qu'elle procurera un bénéfice de 3 fr., il insiste pour la suppression de cette rétribution.

La commission demande aussi que la voiture circule la nuit et que les chiens soient alors capturés; les chiens recueillis la nuit dans une maison, sont soignés et bien nourris et par suite moins dangereux que ceux abandonnés qui vaguent en quête de nourriture; cette catégorie d'animaux sans maître fournit le plus fort contingent de bêtes atteintes de la rage.

Les conclusions de ce rapport ont été adoptées par le conseil central d'hygiène publique.

Le Rastell. — On lit dans l'*Alliance de Céret* :

« Depuis l'élection mémorable de Pereire nous n'avions plus assisté à une débâche de victuaille et de boisson, semblable à celles du 22 septembre et du 6 octobre. Les électeurs républicains de l'arrondissement de Céret s'en sont donné de boire et de manger. La majeure partie d'entre eux avaient les poches pleines d'or. Ils pouvaient y aller les Bourrat, les Coste, les Pans; dans notre pays, qu'ils le sachent, on ne peut plus se battre dans le parti républicain qu'à coups de pièces de cent sous, qu'à coups de billets de banque. Une bonne partie des amis de la Marianne sont à vendre, ayez de l'argent pour les acheter et vous êtes sûrs de vaincre.

« A Céret, le *Rastell* était établi dans le café officiel, le café Ponsolat; là, dimanche soir, on buvait à plein verre la chartreuse et l'eau-de-vie. Venez voir nous disait un brave paysan, *dirian quan engegat ouu boutas*. Comme toutes ces orgies dans lesquelles les enfants même sont admis, sont faites pour élever les sentiments populaires, pour donner l'idée de la dignité humaine aux enfants de la France. On sort de toutes ces ignominies profondément écorché et effrayé en songeant à ce que deviendra un pays dans lequel on introduit de pareilles habitudes.

« Dans toutes les communes il s'est passé des faits de la même nature. Ici c'est un porc gras qu'on fait manger aux électeurs, là-bas, on les grise de liqueurs fortes, partout on les paye grassement.

« Tout cela est honteux et fait rougir. Heureusement qu'à côté de ces animaux à vendre, il s'est trouvé des hommes au cœur fier qui ont repoussé toutes ces saletés et ont sauvé jusqu'à un certain point l'honneur du pays.

« Il n'y a pas que les petits, dit-on, qui se soient vendus pour le *duro*, mais des gros dont le prix a été plus élevé.

« Quand donc le suffrage universel, base de nos institutions, sera-t-il établi, de manière que sa sincérité soit garantie ? »

Chambre de commerce de Perpignan. — **AVIS.** Le cahier des charges relatif à la fourniture pour trois ans des vins de campagne nécessaires aux services militaires de l'Annam et du Tonkin est déposé au secrétariat de la Chambre de Commerce où il sera communiqué au public sans déplacement.

Brevet Supérieur. — Sont admises à subir les épreuves orales : M^{lles} Bousquier, Escarra, Le Terrier, Palouzié.

Les épreuves orales ont commencé ce matin à 9 heures 1/2.

Elections consulaires. — **AVIS du dépôt des listes électorales.** — Conformément aux prescriptions de la loi du 8 décembre 1883, la liste générale des électeurs du ressort du tribunal de commerce de Perpignan est déposée, à dater de ce jour, au greffe de ce tribunal et la liste spéciale de chacun des cantons du ressort, au greffe de chacune des justices de paix correspondantes.

Pendant les quinze jours qui suivront ce dépôt, les ayants droit compris dans l'article premier de la loi pourront exercer leurs réclamations, soit qu'ils se plaignent d'avoir été indûment omis, soit qu'ils demandent la radiation d'un citoyen indûment inscrit. Ces réclamations seront portées devant le juge de paix du canton, par simple déclaration faite, sans frais, au greffe de la justice de paix du domicile de l'électeur dont la qualité sera mise en question.

Perpignan, le 16 octobre 1889.

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
A. BONHOURE.

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES
du 16 octobre à 7 heures du matin

Baromètre à 0 ^m au niveau de la mer	mm	762.7
Température de l'air à l'ombre	10 ^m	10.2
Etat hygrométrique		97
Vent de la girouette	calme	
Direction des nuages		
Etat du ciel	couvert	
Évaporation en 24 heures	mm 9	
Pluie en 24 heures	mm 0	
Maximum de température de la veille	19.9	
Minimum de température du jour	7.8	

BIBLIOGRAPHIE.

Notes sur l'économie rurale du Roussillon à la fin de l'ancien régime

par M. BRUTAILS.

Le Centenaire de 1789 a provoqué l'apparition d'un grand nombre de livres détestables, qui n'ont d'historique que le nom. Le mémoire de M. Brutails est une œuvre consciencieuse, résumant une longue et minutieuse enquête faite par lui sur l'agriculture au XVIII^e siècle.

Dans peu de départements les progrès de la richesse ont été aussi rapides que dans celui-ci; des écrivains peu sérieux ont pu facilement arguer de cette transformation pour célébrer les mérites de la Révolution.

Le Roussillon n'était pas riche; les bras manquaient; une grande partie de la population était insouciante; les voies de communication étaient rares, comme dans tous les pays frontalières; la terre ne donnait pas un gros rendement en blé; les fourrages n'ont pris une grande importance que depuis le développement de la viticulture dans l'Aude et l'Hérault; la vigne était peu rémunératrice avant la construction du chemin de fer. La situation actuelle ne peut ressembler à celle du XVIII^e siècle.

La propriété était morcelée dans certaines régions; l'émigration a compté dans ses rangs un nombre énorme de petits cultivateurs.

Le clergé était maigrement doté; beaucoup de dîmes avaient été inféodées; ses biens étaient peu importants.

Les privilèges de la noblesse se réduisaient à peu de chose; en fait, les privilèges les plus choquants étaient ceux dont profitaient les membres riches du Tiers-Etat dans la répartition de l'impôt. Le régime féodal n'était plus qu'un souvenir.

L'auteur a étudié, d'une manière approfondie, le régime des tenures. Le métayage était très fréquent, alors qu'au quatorzième siècle le fermage avait, au contraire, pris le dessus. Généralement les baux se faisaient au tiers des fruits. L'emphytéose était devenue rare; elle comportait, presque toujours, une mince redevance en argent et la dime des fruits; elle avait pour objet le défrichement des incultes.

Des tableaux nombreux et très complets permettent de se rendre bien compte de la valeur des denrées, du prix des terres et du montant des salaires.

Le chapitre le plus intéressant du livre est peut-être celui qui traite du bien-être; la question est examinée avec le plus grand soin; l'auteur nous donne plusieurs inventaires après décès de propriétaires-cultivateurs et des extraits de contrats de mariage; ces documents permettent de se rendre bien compte de l'état social des classes rurales.

Le cadre, que s'était tracé M. Brutails, ne lui a pas permis d'examiner complètement la situation morale des paysans au dix-huitième siècle; il n'a fait qu'indiquer ses conclusions. A cette époque en Roussillon il y avait peu de grandes fortunes; mais tout le monde savait se contenter de peu.

Les classes moyennes, qui semblent avoir tant gagné au changement de régime, sont aujourd'hui bien moins heureuses qu'autrefois; leurs enfants entraînent en grand nombre dans les ordres et se partageaient le plus clair des revenus ecclésiastiques; ils s'instruisaient à peu de frais, apprenaient des rudiments de latin dans leurs villages, trouvaient à Perpignan un collège de Jésuites et une Université.

Les mémoires inédits des gens de cette époque montrent qu'au point de vue du bonheur la bourgeoisie roussillonnaise est loin d'être en progrès.

M. Brutails constate que l'administration était éclairée, animée d'intentions excellentes, très préoccupée des améliorations à apporter dans l'agriculture. A ses yeux, l'infériorité matérielle de la province, par rapport à l'état actuel, tenait surtout à des causes économiques. Après avoir lu avec beaucoup de soin son livre, nous n'hésitons pas à dire qu'elle ne tenait qu'à des causes économiques.

L'auteur possède à fond l'histoire du droit catalan, avantage précieux pour étudier le régime du pays au dix-huitième siècle; trop souvent les économistes n'ont qu'une vague connaissance des transformations du droit, ce qui les empêche de comprendre l'état de la Société à la veille de la Révolution.

Malgré sa forme modeste, cette brochure mérite d'être signalée comme l'un des meilleurs travaux qui aient paru sur l'économie rurale en France au dix-huitième siècle.

UN VIEUX LISEUR.
(Extrait de la *Revue de la Révolution*. — Septembre 1889).

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

Tirages financiers.

Paris, 15 octobre, soir.

Obligations à lots de Panama. — Le numéro 697,233 gagne 250,000 fr.

Le numéro 723,849 gagne 103,000 fr.

Les numéros 1,231,675; 970,309 gagnent chacun 10,000 fr.

Les numéros 422,248; 1,201,314 gagnent chacun 5,000 fr.

Les cinq numéros suivants gagnent chacun 2,000 fr.: 1,500,229; 1,458,615; 1,728,776; 8,121,408; 221,130.

Les 50 numéros suivants gagnent chacun 1,000 francs:

1,143,410; 1,270,819; 738,072; 1,510,088; 1,932,303; 895,516; 1,139,582; 1,443,278; 1,680,396; 667,023; 667,099; 727,260; 1,030,302; 1,090,801; 1,452,114; 1,037,277; 67,670; 780,633; 660,637; 504,601; 999,777; 1,109,845; 1,171,764; 637,652; 528,031; 672,206; 1,015,014; 1,490,931; 1,778,349; 532,570; 89,458; 460,578; 923,933; 25,473; 1,795,745; 150,224; 1,703,114; 187,305; 1,856,505; 290,871; 166,743; 606,539; 1,596,304; 776,727; 1,580,825; 5,451,460; 1,972,469; 956,980; 654,156; 131,520.

Ville de Paris.

Aujourd'hui a eu lieu le 82^e tirage de l'emprunt de Paris 1869. A ce tirage :

Le numéro 477,974 gagne 200,000 fr.

Les quatre numéros suivants gagnent chacun 10,000 fr. :

630,204; 572,399; 617,150; 573,128.

Les dix numéros suivants gagnent chacun 1,000 fr. :

235,626; 118,270; 258,734; 388,747; 176,557; 50,000; 463,991; 51,383; 275,621; 672,132; soit un total de 250,000 fr. de primes.

Loterie de Bessèges.

Hier a eu lieu le 2^e tirage de la loterie de Bessèges, La Voulte et Terrenoire.

Le n^o 4,097,195 gagne 20,000 fr.

Le n^o 1,875,938 gagne 10,000 fr.

Le n^o 4,399,797 gagne 2,000 fr.

Le n^o 466,734 gagne 2,000 fr.

Les numéros 3,348,471; 4,919,331; 1,198,228; 693,971 gagnent 1,000 fr.

Les 10 numéros suivants gagnent chacun 500 francs: 2,088,339; 4,621,982; 4,688,379; 2,928,284; 388,667; 919,035; 3,707,466; 3,389,509; 217,390; 4,110,239.

Les 70 numéros suivants gagnent chacun 100 francs: 4,195,338; 2,857,032; 4,024,875; 4,048,363; 3,395,849; 2,007,094; 3,261,662; 2,544,559; 2,380,758; 2,853,955; 3,520,364; 201,160; 4,835,385; 3,620,743; 1,914,685; 3,759,140; 1,166,387; 4,027,148; 4,177,752; 4,048,057; 612,324; 4,443,077; 1,357,580; 868,184; 4,168,689; 248,193; 1,402,877; 1,217,438; 463,974; 534,163; 238,703; 3,717,317; 4,134,341.

463,401; 4,702,307; 1,604,051; 4,188,134; 3,977,504; 2,000,349; 350,693; 3,610,847; 4,982,454; 2,276,833; 3,069,548; 2,744; 399; 4,421,894; 4,383,791; 198,796; 563,827; 2,685,805; 4,299,131; 2,037,595; 1,073,231; 1,452,885; 3,095,526; 1,300,504; 1,797,649.

3,782,861; 41,612,877; 3,376,112; 1,256,919; 1,873,377; 1,722,276; 4,464,411; 4,168,299; 4,985,641; 1,945,580; 3,247,373; 4,662,090; 1,416,426.

Service du Roussillon.

DERNIÈRE HEURE.

Paris, 16 octobre, 8 h. 50.

La défense du littoral.

Il est question dans les conseils du gouvernement de faire passer la défense du littoral dans les attributions du ministère de la marine.

*
*
*

Le mépris du général.

A la suite de l'article dans lequel M. Arthur Meyer lâchait le général Boulanger après l'avoir si vivement défendu, le général a adressé à M. Meyer une dépêche lui exprimant son mépris le plus profond. M. Meyer a répondu qu'il ne servait que son Roi, qu'il n'avait donc pas pu trahir le général.

*
*
*

Les grèves.

La grève de Lens prend de très graves proportions. On craint des troubles très sérieux.

*
*
*

L'agonie du roi de Portugal.

Le roi de Portugal est entré en agonie. On lui a administré les derniers sacrements.

NOUVELLE MONTRE 14 francs, seul dépôt REMONTOIR garantie chez J. Charrasse.

Bulletin Financier.

Paris, 14 octobre.

Un mouvement de réaction légère se fait sentir aujourd'hui. Le 3 0/0 s'inscrit à 87.25; le 4 1/2 0/0 à 105.40.

Le Crédit foncier est tenu à 1.311.25. Les obligations foncières et communales ont été assez vivement demandées et ont une nouvelle avance à enregistrer.

La Banque de Paris et des Pays-Bas reste ferme à 861.25. L'affaire de la Banque nationale du Brésil réserve à cet établissement des bénéfices considérables, les conditions dans lesquelles la nouvelle banque a été constituée en est un garant. Aussi le marché des actions de la Banque nationale du Brésil prend-il chaque jour plus de consistance. Les transactions sont actives et la prime se maintient entre 162 et 165 francs.

Les titres des autres établissements de Crédit se sont maintenus fermes :

Société générale, 463.75.

Banque d'Escompte, 530.

Crédit Lyonnais, 711.

Dépôts et Comptes courants, 602.50.

Le Panama s'échange à 48.

Le marché de l'Alpine est toujours très actif vers 197 et 200.

Les transactions sur le 4 0/0 Turc sont animées à 17 et 17.05.

On demande à 420 l'obligation des Chemins de fer Argentins et à 396 l'obligation 5 0/0 des Chemins de fer de Santa-Fé.

L'obligation des Chemins de fer économiques se négocie à 386.

Informations financières. — C'est le 31 octobre qu'a lieu le tirage du lot de 500,000 fr. des bons de l'Exposition. Nous rappelons que pour recevoir franco par retour du courrier un bon sans tickets, il suffit d'envoyer un mandat-poste de dix francs à la Banque de l'Ouest, place du Havre à Paris.

COURONNES, ARTICLES FUNÉRAIRES, FLEURS artificielles, Aymerich, 3, r. Mailly

A LA VILLE DE PARIS GRANDS MAGASINS DE NOUVEAUTÉS PERPIGNAN.

Lundi 7 octobre et jours suivants
EXPOSITION GÉNÉRALE
des Nouveautés d'Automne et d'Hiver.

Affaires très importantes et nombreuses occasions en soieries, peluches, velours, lainages unis et de fantaisie, étoffes nouvelles.

Draperies, fourrures, bonneterie.

Hautes nouveautés en toilettes d'hiver pour dames, fillettes et enfants; manteaux, costumes modes, jupes, jerseys, peignoirs, chapeaux, cravates, foulards, **Mercerie**, parfumerie, etc., etc.

Toutes ces marchandises fraîches et nouvelles se recommandent par leur bon marché exceptionnel.

Sur demande envoi franco d'échantillons.

AU BON PASTEUR NOUVEAUTÉS ET CONFECTIONS

VÊTEMENTS POUR DAME
ET POUR HOMME SUR MESURES.

VINCENT VIGO
9, RUE DE LA BARRE, 9,
PERPIGNAN.

Ouverture de la saison lundi 14 octobre et jours suivants. A tous nos comptoirs assortiments considérables. Prix exceptionnels de bon marché.

PROGRAMME

des morceaux de musique qui seront exécutés le 17 octobre, par le 12^e de ligne, de 4 à 5 h. 1/2, à la promenade des Platanes.

Allegro Militaire, X...
La Dame Blanche (fantaisie), Boieldieu
La Créole (valse), Gouirand.
Les Huguenots (bénédictin des poignards), Meyerbeer.
Polka-Caprice (polka pour 2 pistons), Baillon.

Les familles Chipre, Babie, Sisqué, Pacull et Blay vous prient d'assister aux obsèques de

M. Vincent CHIPRE, fils,
négociant, âgé de 39 ans,
qui auront lieu demain jeudi, 17 octobre, à 10 h. du matin à l'église Saint-Jean.

On se réunira à la maison mortuaire, rue Traversée de l'Ange, 3.

COURS DU 15 OCTOBRE.

Rente 3 0/0 87 20
Rente 3 0/0 (amortissable).... 90 70
Rente 4 1/2 105 65

A AFFERMER
ENBLOCOU PAR PARCELLES
à portions de fruit ou de tout autre manière, un domaine, territoire de Rivesaltes et de Salses, 12 hectares ancienne vignes; 25 hectares vignes américaines dont une partie greffée et en rapport; excellentes garrigues et grands vacants. Exploitation montée. Grandes facilités dans les conditions.
S'adresser à M. RANCIER, menuisier, rue Pierre Trouée, 8.

A VENDRE
Un fort cheval, à tout usage, spécialement pour le labour. S'adresser rue Vilaséca, 1, (Gare).

PRÊTS D'ARGENT
sur signal, long terme 5 %. Rien à payer d'avance. Ecr. **Crédit Financier**, 1, Place des Perchamps, Paris; timbre p^r rép.

AVIS
A MESSIEURS LES PROPRIETAIRES
On trouvera chez M. Jules PAGES, constructeur au Théâtre des Variétés.
Des presses en fer munis de l'appareil, américain avec pièces de rechange.
Et des presses. Mabilles avec des pièces de rechange. Bonnes conditions pour le paiement.

FINESSE VIN PURETÉ
Rendu à domicile, en bouteilles cachetées, à 0 fr. 30 la bouteille (Bordelaise).
Verre à restituer.
S'adresser au concierge de M. Campana.

ON DEMANDE un maître de chai et un employé de bureau. On exige de sérieuses références. S'adresser **par lettre** à MM. Villacèque fils aîné et Cie, vins, à Perpignan.

A LOUER
1^{er} étage à l'état de neuf (10 pièces, eau), rue Saint-Sauveur, n° 32.

A CÉDER DE SUITE
Hôtel et Restaurant
du **Helder** à Perpignan.
Prix exceptionnel. Grandes facilités pour le paiement. S'adresser sur les lieux.

ENCRE AZULINE
indélébile et non corrosive, spéciale pour les actes notariés et les registres de l'état civil. En vente à la librairie Latrobe.

A LOUER
Vaste local
au rez-de-chaussée pour bureaux ou magasins rue du Bastion St-Dominique, 1.

FABRIQUE DE VOITURES
ÉCHANGES — RÉPARATIONS

F. ROUGÉ
Rue Notre-Dame, 15, et Théâtre des Variétés, Perpignan.

M. ROUGE prévient sa nombreuse clientèle que l'on trouve dans ses magasins des **voitures neuves et d'occasion**.
Landaus, Coupés, Calèches Mylords, Américaines, Ducs Phaétons, Vis-à-vis, Breacks, Trotteuses, Charrettes-Anglaises, etc. etc.

Ateliers de forges, Sellerie, Peintures
HARNAIS EN TOUS GENRES
Assortiment de Lanternes.

A. VASSIL & E. VERGÈS
2, Rue Saint-Jean, Perpignan.

Achat et vente de Rentes, Actions et Obligations françaises et étrangères, cotées à la Bourse et en Banque. — Échange de titres. — Remboursement des titres sortis. — Encaissement de Coupons. — Gestions. — Prêts et Avances sur titres. — Souscriptions.

Les coupons de la Compagnie de Suez et les titres remboursables sont payés sans frais chez MM. A. Vassil et E. Vergès, correspondants de la Compagnie.

LEÇONS DE MUSIQUE
si avantageusement
à Perpignan, professeur de l'*Estudiantina Catalana*, forme des élèves chez lui ou à domicile, soit pour instruments à corde, soit pour la musique vocale, Méthode des conservatoires français. — Prix modérés.
Rue de l'Anguille, 32 bis.

A LOUER
RUE DU PETIT-PARIS, 5.
Deux vastes pièces pour magasinage au rez-de-chaussée.
S'adresser à M. Puig-Ametller, pharmacien, 27, rue de l'Argenterie, 27.

AVIS AUX DAMES
FABRIQUE DE CORSETS SUR MESURE.
SPÉCIALITÉS ORTHOPÉDIQUES POUR DAME ET ENFANT
M^{me} CASSE, NÉE ROUSSEL,
PROFESSEUR DE COUPE.

Rue de la Pomme, 15, Toulouse.

Corsets Directoire peau de daim, cuirasse tulle (solidité garantie).

Ceintures Ventrières, Hypogastriques, Brassières prévenant les déviations, Corset redresseur (succès certain).

Traitement des déviations de la taille.



Angle de la rue Fourbistard.

M^{me} Casse sera à Perpignan les lundis, mardis, mercredis et jeudis, 21, 22, 23 et 24 octobre 1889, hôtel du Petit-Paris, à la disposition des personnes qui la feront appeler par lettre, carte ou billet adressés à l'hôtel.

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE.
A VENDRE
DE SUITE A PERPIGNAN
Une propriété urbaine ayant coûté 140,000 fr.
Une propriété rurale d'agrément, aux portes de la ville, ayant coûté 60,000 fr.
Total 200,000 fr.
LE TOUT POUR 100,000 fr.

Le vendeur consentirait à l'acquéreur un bail de 10 ans, renouvelable à sa volonté au prix de 5,000 fr. l'an pour la propriété urbaine seulement. La propriété rurale, l'acquéreur en disposerait à sa volonté, c'est donc un capital de 100,000 fr. rapportant 5 0/0 garantis et de plus une belle propriété d'agrément par dessus le marché. Avis à qui de droit.
S'adresser **sans retard** à M. CALVEL, agent d'affaires, Avenue de la Gare, n° 3.
On peut même traiter cette affaire avec 50,000 fr. comptant.

C^{ie} Générale Transatlantique
PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS.
LIGNES POSTALES.

Départs de	Alger, Dellys, Bougie, Djidjelli, Collo, Philippeville, Bône, La Calle, Bizerte et Tunis, le mardi, à 6 h. 1/2 du soir.
Port-Vendres pour	Oran ou Carthagène-Oran (par semaine alternée) Mostaganem, Arzew, le jeudi, à 6 h. 1/2 du soir.
Lignes commerciales:	
Départs de	Cette et Port-Vendres, le dimanche à 11 heures du soir.
Marseille pour	Cette et Port-Vendres le mardi à 11 heures du soir.
Départs de	Cette et Marseille, le mercredi ou le jeudi (par semaine alternée) dans la matinée.
Port-Vendres pour	Cette et Marseille, le vendredi dans la soirée.

NOTA. — Les départs des lignes commerciales sont aussi réguliers que ceux des lignes postales.
ASSURANCES MARITIMES A PRIMES RÉDUITES:
Un franc par mille francs de ou pour CETTE et MARSEILLE
Deux francs par mille francs de ou pour ALGER et ORAN.
Pour fret, passages et renseignements, s'adresser à M. Tros, agent de la Compagnie, à PORT-VENDES.

VENTE DE BOIS DE CHAUFFAGE

SCIÉ ET EN BUCHES, ENTIÈREMENT SEC
RENDU A DOMICILE
Gros et Détail
J. BOSCH
Magasin de chauffage militaire
PORTE CANET, PERPIGNAN.

ENGRAIS ANIMALISÉ HUMAIN
5 fr. 50 les 0/0 kil. sacs perdus
pris à l'Usine Saint-Antoine (route de Salses)
où l'on est prié d'adresser les commandes.
GRANDES FACILITÉS POUR LE PAIEMENT.
Echange contre toutes sortes de marchandises.
Enlèvement gratuit d'animaux morts ou abattus.

RUE DE L'ANGE, 2. **MATHIEU** RUE DE L'ANGE, 2.
MAISON ESCARRA
Meubles, Tapisseries, Tentures.
PRIX EXCEPTIONNELS.
Réparation de meubles vieux.

Nouveau Fourneau de Cuisine
A GAZ INSTANTANÉ.
Cet appareil forme son gaz lui-même, brûle sans mèche, sans odeur, sans fumée. Demandez à le voir fonctionner et vous jugerez vous-même.
En vente chez M. Jean BÉDOS, lampiste, rue des Augustins, seul concessionnaire pour le département.

NOUVELLE POMPE
DE SOUTIRAGE
Manœuvre très douce. Grand débit. Robuste.
TRES BON MARCHÉ
LAMBERT & C^{ie}, 7, cours du Midi, Lyon

Maison fondée en 1786.
CHOCOLAT GUÉRIN BOUTRON
Production 10,000 kilos par Jour.
Le Gérant: Ch. LATROBE. Imprimerie Ch. LATROBE, rue des Trois-Rois, 1, Perpignan.

MESSIEURS DE CISAY

Par Jacques BRET.

Rosa continua son ouvrage, jetant des gouttes d'eau sur les objets étendus, et les roulant ensuite avec soin pour en former une grande pile. D'habitude, Courtois parlait peu, même à Rosa. Mais, ce matin-là, elle vit bien qu'il avait quelque chose à lui dire:
— Savez-vous, Rosa, que je ne suis pas tranquille ?
— Pourquoi donc, Courtois ?
— Vous n'avez rien remarqué dans la figure de M. le marquis ?
— Dans la figure de M. le marquis ?... Ma foi, non. Il a l'air de se porter comme un charme. Il mange, il boit, il dort.
— Eh bien, non, justement. C'est là ce qui vous trompe.
— Serait-il malade ?
— Pas encore. Mais M. le marquis réfléchit beaucoup plus souvent que d'ordinaire. Il réfléchit en s'habillant, il réfléchit en se promenant dans le jardin. Cela ne lui vaut rien. Je le sais, moi qui le soigne depuis quarante ans.
— Peut-être, dit Rosa d'un air grave.
Courtois, encouragé, s'épancha davantage :
— L'autre soir, il me sonne, très tard. Je cours, croyant avoir oublié la veilleuse...
— Oh ! Courtois !
— Dame ! cela pourrait m'arriver !... Mais non. Je le trouve dans son lit, les yeux grands ouverts. Il me dit : « Courtois, donne-moi un livre pour

m'empêcher de penser. Je ne peux pas dormir. » Et depuis, j'en mets un tous les soirs sur sa table de nuit. Cela nous change beaucoup. J'étais habitué à le voir s'endormir comme un enfant. Souvent, avant que j'eusse le temps de quitter la chambre, je l'entendais ronfler. Voyez-vous, Rosa, il faut qu'il y ait quelque chose, parce que je ne l'ai jamais vu ainsi.
— Jamais ?
— Non. Pas même après la mort de M^{me} la marquise.
— Ah ! dit Rosa avec un gros soupir, avoir des chagrins à l'âge de M. le marquis, c'est tout naturel. Mais à l'âge de M. Bernard c'est bien triste !
— Vous croyez que M. Bernard ?...
— Si je le crois, hélas ! j'en suis sûr. Regardez-le donc !... une mine à faire peur !
— Une belle mine tout de même, Rosa.
— Parce qu'il ne peut pas faire autrement. C'est en lui. Mais la joie n'y est plus.
— A son âge, on se console. Mais si cela prend à M. le marquis, je crains bien...
Rosa s'assit devant la table et appuya ses deux coudes sur la nappe :
— Courtois, avez-vous idée de ce qu'ils peuvent avoir ?
— Aucune, Rosa, aucune. J'ai beau chercher... Et vous ?
— Oh ! moi, j'ai mon idée, comme de juste.
— Une idée... pour tous les deux ?
Rosa fit un signe de tête affirmatif.
— Ah ! vraiment, dit Courtois.
Il hésita un peu avant d'aller plus loin. Rosa, qui avait débuté dans l'hôtel près de vingt ans après Courtois, avait si bien su, avec son adresse féminine, faufiler son autorité, qu'elle régnait

maintenant en souveraine. Le temps n'était plus où elle s'appliquait à obtenir les bonnes grâces de Courtois. « Laissez prendre aux femmes un doigt de considération, elles deviendront bientôt princesses. Elles ont l'instinct du gouvernement. » C'était le marquis qui disait cela, et Courtois le pensait comme son maître, en moins bons termes peut-être. Il le pensait, et pourtant il s'était laissé prendre. A nulle autre personne, il ne se fût permis de confier une chose relative à M. de Cisay. Mais, pour lui, Rosa tenait dans le monde une place à part : dans le monde, c'est-à-dire dans l'hôtel de Cisay.
Peu s'en fallait, toutes proportions gardées, qu'il ne comparât ses perfections à celles de la marquise. Volontiers, il se fût écrié, en s'assimilant à son maître : « Nous avons rencontré une exception ! »
L'amour-propre y trouvait son compte. On aime à s'avouer ces choses-là. C'était d'autant plus étrange de sa part qu'il n'avait jamais apprécié les autres femmes. Il était célèbre pour la petite estime qu'il accordait au sexe féminin. Mais, en attendant, Rosa en prenait à son aise avec Courtois. Plus fine que lui, plus jeune et point sourde, sachant son service sur le bout du doigt, elle lui imposait par certaines supériorités. Le projet de mariage, vaguement élaboré entre eux, toujours remis, jamais abandonné, contribuait aussi à fortifier son influence :
— Voyez-vous, reprit-elle *ex professo*, cela ne fait qu'un, le grand-père et l'enfant.
— Parbleu !
— Je l'ai bien vu, quand il était petit.
— Et moi donc !
— Eh bien alors, c'est la même chose !
— La même chose qui leur fait du chagrin.

— J'en mettrais ma main au feu.
— Mais qu'est-ce que c'est, Rosa ? dit timidement Courtois.
Rosa sourit d'un air impénétrable. Que savait-elle ? Ou, jusqu'à quel point voulait-elle en faire accroire ? Avait-elle l'intuition de la force du mystère ? En tout cas, ne doutant pas de ses propres mérites, elle ne dédaignait pas de les faire valoir.
— Tout de même, dit Courtois en se penchant un peu de son côté, vous me le diriez si vous étiez M^{me} Courtois ?
— Probablement.
— Eh bien, Rosa, si nous pressions un peu les choses ?
— Se presser ! ma foi, non. Croyez-vous, que j'aurais le cœur à me marier pendant que mon petit Bernard...
Courtois poussa un gros soupir et se remit debout sur ses pantoufles :
— Allons ! il faut savoir attendre.
Rosa fut satisfaite de le voir si soumis, et, comme le vieux valet de chambre qui avait glissé jusqu'à la porte allait la refermer sur lui :
— Vos cravates seront prêtes ce soir, lui cria-t-elle... Faudra venir les chercher.
... Le comte de Cisay s'apercevait bien des fluctuations d'esprit de son père. Non seulement il s'en apercevait, mais il s'en effrayait, connaissant l'impressionnabilité, et l'inconséquence, et les entraînements, et les faiblesses de cœur du marquis.

(La suite au prochain numéro.)